

CAMERA DEI DEPUTATI Doc. XII-bis N. 114

ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA

SECONDA PARTE DELLA CINQUANTESIMA SESSIONE ORDINARIA
(Parigi, 29 novembre-1° dicembre 2004)

Raccomandazione n. 753
sulla cooperazione transatlantica nel settore della tecnologia della difesa

Annunziata il 27 gennaio 2005

L'ASSEMBLÉE,

(i) Considérant l'importance d'entretenir de bonnes relations pour la coopération transatlantique dans le domaine de la technologie de défense;

(ii) Notant, néanmoins, que cette relation de coopération, mais aussi de compétition, est mise à mal dans la réalité par un incontestable déséquilibre des forces;

(iii) Soulignant que ce rapport de force a pour conséquence la fermeture du marché américain aux matériels européens;

(iv) Constatant qu'une autre difficulté tient au niveau d'interopérabilité, notamment entre les systèmes d'armes européens et américains;

(v) Saluant l'alliance établie entre différentes entreprises américaines et européennes de haute technologie en vue de développer des normes technologiques permettant d'améliorer la communication entre les futurs systèmes d'armement;

(vi) Considérant, par ailleurs, que les Etats-Unis vendent près de seize fois plus d'équipements de défense à l'Union européenne qu'ils ne lui en achètent;

(vii) Soulignant qu'en dépit de la restructuration des industries aéronautiques européennes de défense dans les dernières années, celles-ci, de même que les Etats européens, restent hantées par la perspective d'une domination américaine sur leur propre marché;

(viii) Notant que les entreprises américaines du secteur bénéficient de certains avantages, tels que des moyens financiers plus importants, notamment en matière de recherche technique et développement, d'un arsenal juridique territorialement protectionniste et d'un client captif, à savoir le Département de la défense américain;

(ix) Considérant que les industriels européens ne jouent pas à armes égales car ils sont confrontés à la concurrence américaine sur le territoire de l'Union européenne;

(x) Estimant que, même si les Etats européens participent à des programmes communs, leurs intérêts propres, qu'ils soient économiques ou politiques, et la variabilité de leurs budgets contribuent aux difficultés des industries de défense;

(xi) Rappelant qu'il incombe aux pouvoirs publics de veiller à l'équilibre des relations économiques dans le domaine des technologies de défense;

(xii) Soulignant, en outre, que les investissements de grande ampleur réalisés par un certain nombre de pays européens au profit du projet américain Joint Strike Fighter JSF/F-35 ne serviront aucunement un projet d'avion de combat européen;

(xiii) Considérant, en conséquence, que c'est avant tout la recherche et le développement technologiques qui pâtiront de cet investissement alors que les mêmes sommes auraient pu servir au développement d'un projet européen susceptible d'équiper les forces européennes;

(xiv) Notant, à cet égard, que les contraintes juridiques régissant les transferts de technologies, notamment en matière de furtivité, rendent improbable leur

réutilisation dans un programme européen;

(xv) Constatant que la législation américaine régleme strictement les investissements étrangers tandis que les industries outre-Atlantique ne connaissent pas ces contraintes sur le marché européen et que les transferts de technologie sont eux aussi soumis à des restrictions juridiques aux Etats-Unis, au point de rendre impossible toute garantie d'approvisionnement;

(xvi) Considérant que les Etats-Unis contrôlent les exportations stratégiques et que la législation américaine applicable à l'exportation de matériels à double usage a une vocation extraterritoriale, de telle sorte qu'elle concerne les biens produits en Europe qui intègrent des technologies américaines;

(xvii) Rappelant que l'Union européenne souffre du faible niveau des ressources consacrées à la défense, de leur éparpillement et, surtout, d'un manque de concertation et d'harmonisation, tant en ce qui concerne les besoins que le développement des industries concernées;

(xviii) Se félicitant, néanmoins, des efforts déployés par l'Organisation conjointe de coopération en matière d'armement (OCCAR) et de la création de l'Agence européenne de défense (AED), ce qui montre que lorsque ses ressources sont mobilisées de manière cohérente, l'Europe semble capable de proposer des solutions compétitives susceptibles de permettre un partenariat stratégique équilibré avec les Etats-Unis;

(xix) Considérant que l'AED a vocation à devenir un pilier incontournable des organisations et initiatives existant en matière d'équipements et de R&T de défense et qu'elle devra prendre en charge la coopération avec les pays tiers, notamment les Etats-Unis;

(xx) Soulignant que c'est à la Commission européenne que revient la responsabilité des discussions commerciales avec les Etats-Unis et des projets de coopéra-

tion industrielle et technologique entre l'UE et ce pays, et qu'il appartient à l'AED de trouver sa place dans cette coopération;

(xxi) Rappelant enfin la Recommandation n° 681 de l'Assemblée sur l'écart entre l'Europe et les Etats-Unis dans le domaine de la recherche et de la technologie en matière de défense,

RECOMMANDE AU CONSEIL D'INVITER L'UNION EUROPÉENNE

A encourager les pays membres à agir pour que l'Agence européenne de défense prenne en charge les compétences en matière de coopération internationale et notamment transatlantique, en tenant compte des facteurs suivants:

les exécutifs des pays membres doivent s'entendre le plus rapidement possible sur le partage des responsabilités inhérentes au fonctionnement de l'Agence;

le déséquilibre actuel de la coopération transatlantique peut avoir des répercussions socio-économiques en Europe, qu'il s'agisse de l'emploi ou du commerce extérieur;

l'AED pourrait aider à rééquilibrer les rôles des différents partenaires, d'autant plus qu'elle a notamment pour objet de parvenir à un marché européen des équipements de défense qui soit concurrentiel sur le plan international;

la base industrielle et technologique de défense européenne ne doit pas simplement servir une coopération transatlantique à sens unique, alors que l'autonomie

stratégique européenne est sacrifiée sur l'autel de l'interopérabilité euro-américaine;

à défaut d'une redéfinition de la politique européenne sur ces questions, l'UE risque de devenir un réservoir de sous-traitance des Etats-Unis;

l'Agence pourrait contribuer à endiguer de tels développements à condition de lui en donner les moyens politiques et financiers;

pour rendre plus efficace l'organisation transatlantique, l'Agence européenne pourrait encourager les Etats membres de l'Union européenne à souscrire un engagement comparable à l'Engagement capacitaire de Prague, afin de répondre en premier lieu aux besoins d'équipements des forces de l'UE;

l'Agence européenne devra constituer un vecteur de concertation permettant ainsi une meilleure circulation des informations entre les Etats membres, mais elle pourrait aussi être à l'origine d'un accroissement de l'interopérabilité entre les matériels européens et américains, notamment dans le but de réduire l'écart technologique qui les sépare et d'élaborer de nouvelles approches communes en matière d'équipements;

l'Agence devra veiller à ce que les investissements européens ne profitent pas exclusivement à des sociétés américaines ou à des projets communs qui ne contribueraient pas au développement de l'autonomie du secteur industriel de défense européen.

N. B. Traduzione non ufficiale**Raccomandazione n. 753**
sulla cooperazione transatlantica nel settore della tecnologia della difesa

L'Assemblea,

(i) Considerata l'importanza delle relazioni transatlantiche ai fini della cooperazione nel settore della tecnologia della difesa;

(ii) Notando, tuttavia, che tali relazioni (che sono di cooperazione ma anche di competizione) risentono di un innegabile squilibrio;

(iii) Sottolineando che tale squilibrio ha come conseguenza una chiusura del mercato statunitense alla produzione europea;

(iv) Notando l'ulteriore problema posto dalla interoperabilità, in particolare fra i sistemi d'arma europei e statunitensi;

(v) Accogliendo con favore l'alleanza formata da alcune società statunitensi ed europee del settore dell'alta tecnologia al fine di sviluppare degli standard tecnologici e migliorare così la comunicazione tra i futuri sistemi d'arma;

(vi) Considerando inoltre che le vendite di attrezzature militari statunitensi all'Unione europea sono pari a quasi sedici volte quelle dell'Unione europea agli Stati Uniti;

(vii) Sottolineando che nonostante la ristrutturazione del settore della difesa aeronautica europea negli anni recenti, tale settore, così come gli stessi Stati UE, continuano a vivere con preoccupazione il

rischio di un dominio statunitense del mercato europeo;

(viii) Notando che le società statunitensi in tale settore godono di diversi vantaggi, fra cui maggiori risorse finanziarie, soprattutto nell'area della ricerca tecnologica e sviluppo, un mercato interno protetto da un'estesa normativa protezionistica, e un cliente obbligato quale il dipartimento della Difesa statunitense;

(ix) Considerando che le società europee non sono su un piano di parità con le società statunitensi, dato che devono competere con esse sul mercato della UE;

(x) Ritenendo che, anche se gli Stati UE hanno firmato alcuni programmi congiunti, il settore della difesa europeo continua a patire le conseguenze della divergenza fra interessi politici ed economici e delle differenze di stanziamenti;

(xi) Ricordando che è responsabilità delle autorità pubbliche di monitorare l'equilibrio delle relazioni economiche all'interno del settore delle tecnologie della difesa;

(xii) Sottolineando inoltre che, data l'entità degli investimenti compiuti da diversi stati europei nel programma americano Joint Strike Fighter JSF/F35, tali somme non sono più disponibili per finanziare un analogo programma europeo;

(xiii) Considerando che, di conseguenza, la ricerca tecnologica e lo sviluppo

saranno il settore che più risentirà della mancanza di quei fondi che si sarebbero potuti utilizzare per lo sviluppo di un programma europeo per forze europee;

(xiv) Notando che, al riguardo, i vincoli giuridici che limitano i trasferimenti di tecnologie, soprattutto per quanto riguarda le tecnologie *stealth*, rendono improbabile un riutilizzo di tali tecnologie in un programma europeo;

(xv) Notando che la legislazione degli Stati Uniti disciplina in modo rigoroso gli investimenti esteri, mentre le società statunitensi non devono far fronte agli stessi vincoli sul mercato europeo, e che i trasferimenti di tecnologia negli Stati Uniti sono soggetti a vincoli giuridici che non consentono di garantire la sicurezza della fornitura;

(xvi) Considerando che gli Stati Uniti controllano le esportazioni strategiche e che la legislazione statunitense sulle esportazioni di materiali a doppio uso ha un ambito di applicazione extraterritoriale, ovvero si applica anche a beni prodotti in Europa con tecnologie statunitensi;

(xvii) Ricordando che l'Unione europea risente della frammentarietà e dell'esiguità della spesa per la difesa e soprattutto, della mancanza di azione concertata e di armonizzazione per quanto riguarda tanto i requisiti che lo sviluppo dei settori interessati;

(xviii) Accogliendo, tuttavia, con favore gli sforzi intrapresi in seno alla OCCAR (Organizzazione congiunta per la cooperazione in materia di armamenti) e la creazione dell'Agenzia europea della difesa, fatti che dimostrano che, quando le sue risorse vengono mobilitate in maniera coerente, l'Europa sembra essere in grado di proporre soluzioni competitive per una collaborazione strategica equilibrata con gli Stati Uniti;

(xix) Considerando che l'Agenzia europea della difesa riunirà le organizzazioni e iniziative esistenti nei settori degli equipaggiamenti della difesa e della ricerca e sviluppo e che sarà responsabile della

collaborazione con paesi terzi, in particolare gli Stati Uniti;

(xx) Sottolineando che la Commissione europea è responsabile dei negoziati commerciali e dei programmi di cooperazione industriale e tecnologica con gli Stati Uniti, e che l'Agenzia deve trovare un proprio ruolo in tale cooperazione;

(xxi) Ricordando infine la Raccomandazione dell'Assemblea 681 relativa al divario fra l'Europa e gli Stati Uniti nel settore della ricerca e delle tecnologie della difesa,

RACCOMANDA CHE IL CONSIGLIO INVITI L'UNIONE EUROPEA A

Esortare gli Stati membri ad adottare iniziative per assicurare che l'Agenzia europea di difesa assuma responsabilità nel campo della cooperazione internazionale, in particolare transatlantica, tenendo presente quanto segue:

i governi dovranno raggiungere al più presto un accordo su come condividere le responsabilità di gestire l'Agenzia;

l'attuale squilibrio nella cooperazione transatlantica potrebbe avere ripercussioni socio-economiche in Europa, in termini di occupazione e commercio con l'estero;

l'Agenzia potrà contribuire a riequilibrare il ruolo dei diversi *partner*, soprattutto perché annovera fra i propri obiettivi la creazione di un mercato europeo degli equipaggiamenti per la difesa competitivo a livello internazionale;

la base tecnologica e industriale della difesa europea non deve essere utilizzata solo per una cooperazione transatlantica a senso unico, sacrificando l'autonomia strategica europea all'interoperabilità euro-americana;

se non viene affinata la politica europea su queste problematiche, l'Unione corre il rischio di trasformarsi in una riserva di subappalti a disposizione degli Stati Uniti;

l'Agenzia potrà contribuire a controllare tali sviluppi a condizione che le vengano riconosciuti gli strumenti politici e finanziari per farlo;

ai fini di una cooperazione transatlantica più efficace, l'Agenzia dovrà esortare gli Stati membri della UE a stipulare un impegno analogo all'impegno sulle capacità di Praga, in primo luogo per essere in grado di far fronte alle esigenze di equipaggiamento delle forze europee;

l'Agenzia dovrà offrire un canale per l'azione concertata, che migliori il flusso di

informazioni fra gli Stati membri, ma potrà anche contribuire ad aumentare l'interoperabilità delle attrezzature americane ed europee, soprattutto al fine di ridurre il divario tecnologico che li separa e sviluppare nuovi approcci congiunti sulle attrezzature;

l'Agenzia dovrà assicurare che gli investimenti europei non vadano solo a vantaggio delle società statunitensi o dei programmi congiunti che non portano allo sviluppo di un settore più autonomo della difesa europea.